

[Texte]

The U.S. keeps looking at the PSE and they do not think the international markets will strengthen.

[Traduction]

avantages économiques. Les États-Unis ne cessent de s'intéresser aux ESP, et ils ne pensent pas que les marchés internationaux vont se rétablir.

• 1640

Mr. Gifford: As I say, I do not know of any government that is arguing that the objective of this negotiation should be to eliminate all subsidies. The negotiation deals with the form of those subsidies and the impact of certain types of programs on the international economy. Nobody is arguing that the objective of the negotiations should be to get government out of agriculture, least of all the United States. When U.S. Proposal 02000 was first put out, Dick Lyng was saying very clearly this does not mean that the U.S. administration is proposing that U.S. farm income safety nets are going to be eliminated.

Mr. Althouse: They cannot afford to. Their Congress and their Constitution does not let them do that.

The Chairman: Mr. Gifford, just wind up if you would. I must move on then.

Mr. Gifford: Very quickly, though, some of the benefits that would accrue from a substantial result in the Uruguay Round would be the elimination of the U.S. Export Enhancement Program, which currently is still having a disproportionate impact on world grain markets, as well as the elimination of the Community export subsidies, which inhibit our exports of grains and red meats around the world and which also have an impact in Canada in terms of, say, the subsidized beef coming in from the Community recently.

The export subsidies are very visible. Less visible are the trade impacts of domestic subsidies used abroad, which have very direct impacts on the Canadian grains and oilseeds sector. The classic example is the Community subsidy that is paid to crushers of rapeseed in the Community, which enables them to pay double the world price for rapeseed. This has resulted in Community rapeseed production going from less than 1 million tonnes 10 years ago to 5 million tonnes today. This means that Canadian rapeseed producers, when they are shipping canola-rapeseed to the Community, are simply acting as a residual supplier. We have to face subsidized Community competition in terms of rapeseed oil in India and Japan.

If we had a substantial result on agriculture in the MTN, rapeseed crushing plants that are currently closed in western Canada would have an opportunity to compete fairly in world markets, which they do not have an opportunity to do now.

Mr. Stevenson (Durham): I am not sure whether you heard the reports from the agricultural meetings of the last couple of days, but there were many favourable

M. Gifford: Aucun gouvernement ne soutient que ces négociations devraient aboutir à la suppression de toutes les subventions. Ces négociations portent sur le type de subventions qui sont accordées et sur l'incidence qu'ont certaines d'entre elles sur l'économie internationale. Aucun pays, et encore moins les États-Unis, ne cherche à empêcher toute intervention gouvernementale dans le domaine agricole. Lorsque les États-Unis ont avancé la proposition 02000, Dick Lyng a clairement précisé que cela ne signifiait pas que les États-Unis ne protégeraient plus d'aucune façon les revenus agricoles.

M. Althouse: Ils ne peuvent pas se le permettre. Le Congrès et la Constitution américaine y voient.

Le président: Monsieur Gifford, je vous demanderais de conclure parce que le temps presse.

M. Gifford: Très rapidement, certains des avantages qui découleraient de l'«Uruguay Round» seraient la suppression du programme américain de subventions aux exportations, qui a actuellement une incidence démesurée sur les marchés céréaliers mondiaux, ainsi que la suppression des subventions à l'exportation versées par la CEE qui nuisent à nos exportations de céréales et de viande rouge dans le monde et qui influent également sur le marché intérieur puisque la CEE exporte depuis peu du boeuf subventionné vers le Canada.

Les subventions à l'exportation sont très visibles. Ce qui l'est moins, ce sont les conséquences sur le commerce étranger des subventions intérieures, lesquelles influent directement sur les exportations canadiennes de céréales et d'oléagineux. L'exemple classique, c'est la subvention qui est versée par la Communauté économique européenne aux broyeurs de colza, lesquels peuvent se permettre de payer le colza deux fois plus cher que le prix mondial. Il en découle que la production de colza de la Communauté est passé de moins de un million de tonnes il y a dix ans à cinq millions de tonnes aujourd'hui. Par conséquent, les producteurs de colza canadiens ne sont plus que des fournisseurs secondaires auprès des pays de la CEE. Le Canada doit aussi faire concurrence aux exportations subventionnées de colza de la CEE sur les marchés indiens et japonais.

Si nous obtenions le règlement de ce problème dans le cadre des négociations commerciales multilatérales (NCM), les usines de broyage du colza qui sont maintenant fermées dans l'ouest du Canada seraient peut-être en mesure de rouvrir et de faire concurrence aux autres producteurs de colza sur les marchés internationaux.

M. Stevenson (Durham): Je ne sais pas si vous avez eu des échos des réunions agricoles qui ont eu lieu au cours des derniers jours, mais on a loué la position défendue